

## VIENNE (HAUTE-)

Bersac. — Eglise: clocher et travée située au droit du clocher (26 mai 1951).

## YONNE

Courgenay-et-Lailly. — Abbaye de Vaultuisant: porterie (29 janvier 1951).

## EDIFICES DECLASSES EN 1951

## CALVADOS

Feugerolles-sur-Orne. — Nef de l'église (31 octobre 1951).

## MARNE

Vitry-le-François. — Halles (11 novembre 1951).

## RHIN (BAS-)

Fort-Louis. — Eglise (seul le clocher demeure classé) (13 juillet 1951).

## SEINE-INFERIEURE

Rouen. — 31, rue aux Ours: façade du rez-de-chaussée et du premier étage (19 juillet 1951).

## ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, JEUNESSE ET SPORTS

**Décret n° 52-777 du 1<sup>er</sup> juillet 1952 relatif au diplôme de maître d'éducation physique et sportive.**

Le président du conseil des ministres,

Vu le décret du 17 mars 1945, relatif au diplôme de maître d'éducation physique et sportive, modifié par les décrets du 17 octobre 1945, du 1<sup>er</sup> juillet 1947 et du 13 janvier 1951;

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale,

Décète:

Art. 1<sup>er</sup>. — L'article 2 du décret du 17 mars 1945 est remplacé par le suivant:

« Nul ne peut se présenter aux épreuves de la première partie, s'il n'est:

« Agé de dix-huit ans au moins au 31 décembre de l'année de l'examen.

« Titulaire du B. E. P. C. ou d'un diplôme figurant sur une liste fixée par arrêté.

« Nul ne peut se présenter aux épreuves de la deuxième partie, s'il n'a subi avec succès, depuis un an au moins, les épreuves de la première partie. »

Art. 2. — A titre transitoire, et jusqu'au 31 décembre 1954:

Les candidats ayant subi avec succès l'examen de culture générale prévu par le décret du 17 mars 1945, seront dispensés de remplir la deuxième condition indiquée à l'article 1.

Les candidats qui auront été régulièrement inscrits au diplôme de maître d'éducation physique à une session antérieure à celle de 1953 pourront, s'ils ne sont pas titulaires d'un des diplômes visés à l'article ci-dessus, être autorisés à se présenter à l'examen de culture générale qui sera organisé en 1953, pour la dernière fois.

Art. 3. — Le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1<sup>er</sup> juillet 1952.

ANTOINE PINAY.

Par le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques:

Le ministre de l'éducation nationale,

ANDRÉ MARIE.

Le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique à la jeunesse et aux sports,

JEAN MASSON.

**Décret n° 52-778 du 1<sup>er</sup> juillet 1952 fixant les modes de rétribution des maîtres auxiliaires des centres d'apprentissage publics.**

Le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale, du secrétaire d'Etat au budget, du secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique,

Vu le décret n° 49-1264 du 16 septembre 1949, relatif au statut du personnel temporaire d'enseignement professionnel des centres d'apprentissage publics et notamment son article 30;

Vu le décret n° 51-756 du 14 juin 1951 portant règlement d'administration publique, relatif au statut particulier des directeurs, professeurs d'enseignement général et surveillants généraux des centres publics d'apprentissage,

Décète:

Art. 1<sup>er</sup>. — Dans les centres d'apprentissage publics, des maîtres auxiliaires peuvent être chargés, par les recteurs, à titre essentiellement précaire:

Soit d'assurer, à service complet, l'intérim d'un emploi momentanément vacant, ou la suppléance d'un professeur en congé;

Soit de donner régulièrement, et pendant toute la durée de l'année scolaire, une enseignement dont la durée ne correspond pas au temps de service complet d'un professeur.

Art. 2. — La rétribution des maîtres auxiliaires des centres d'apprentissage publics est fixée par référence aux traitements des fonctionnaires indiqués dans le tableau de correspondance suivant:

CATÉGORIES des maîtres auxiliaires.	CATÉGORIES DE FONCTIONNAIRES
Maîtres auxiliaires des enseignements généraux pourvus de la licence d'enseignement.	Professeur d'enseignement général des centres d'apprentissage publics.
Maîtres auxiliaires des enseignements artistiques ou spéciaux pourvus du certificat d'aptitude (1 <sup>er</sup> degré) ou du certificat d'aptitude à l'enseignement de la couture.	Professeur technique adjoint des centres d'apprentissage publics.
Maîtres auxiliaires des enseignements généraux pourvus du baccalauréat.	Instituteur des écoles primaires élémentaires.
Maîtres auxiliaires des enseignements artistiques ou spéciaux non certifiés.	

Art. 3. — Cette rétribution comporte six échelons correspondant aux six échelons les plus bas, y compris éventuellement celui de stagiaire, de l'échelle de traitements des catégories de référence.

Elle est fixée dans les conditions suivantes:

Pour les maîtres auxiliaires à service complet, cette rétribution est, pour chaque échelon, égale à celle du fonctionnaire correspondant:

Pour les maîtres auxiliaires à service partiel, cette rétribution est réduite selon le rapport de la durée effective du service hebdomadaire accompli à la durée réglementaire maximum du service prévu par les textes en vigueur pour les enseignements considérés.

Art. 4. — Les promotions d'échelon sont attribuées d'après l'ancienneté de service dans les fonctions de maîtres auxiliaires et compte tenu du mérite professionnel des intéressés. Seuls pourront bénéficier d'une promotion les agents justifiant de cinq ans de service au minimum dans leur échelon.

La répartition des maîtres auxiliaires dans les six échelons prévus à l'article 3 est faite dans la limite des crédits budgétaires calculés sur le taux moyen des différents échelons.

Art. 5. — Sont abrogées les dispositions de l'article 30 du décret n° 49-1264 du 16 septembre 1949 relatives aux suppléants d'enseignement professionnel des centres d'apprentissage publics.

Art. 6. — Le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de l'éducation nationale, le secrétaire d'Etat au budget, le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et aura effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1952.

Fait à Paris, le 1<sup>er</sup> juillet 1952.

ANTOINE PINAY.

Par le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques:

Le ministre de l'éducation nationale,  
ANDRÉ MARIE.

Le secrétaire d'Etat au budget,  
JEAN-MOREAU.

Le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique,  
à la jeunesse et aux sports,  
JEAN MASSON.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil  
chargé de la fonction publique,  
GUY PETIT.

#### Enseignement technique.

Par arrêté du 30 juin 1952, la démission offerte par M. Cellé (Henri) des fonctions de sous-directeur à la direction de l'enseignement technique est acceptée à compter du 15 mai 1952.

Par arrêté du 30 juin 1952, M. Guérin (Paul), directeur d'école nationale d'ingénieurs d'arts et métiers, 9<sup>e</sup> échelon, est maintenu en service détaché auprès du ministre des affaires étrangères pour servir au Maroc en qualité d'inspecteur principal chef de service de l'enseignement technique européen pour une période de cinq ans à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1950.

### MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

**Décret n° 52-779 du 1<sup>er</sup> juillet 1952 portant règlement d'administration publique pour la fixation du statut particulier des fonctionnaires des trésoreries des invalides de la marine.**

Le président du conseil des ministres, ministres des finances.

Sur le rapport du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique,

Vu la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires, notamment son article 2;

Vu le décret du 19 novembre 1931 portant règlement d'administration publique relatif à l'organisation et à la comptabilité de l'établissement national des invalides de la marine;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> février 1937 relatif à l'organisation des services des trésoreries des invalides de la marine;

Vu le décret du 17 juin 1938 relatif à l'organisation et à l'unification du régime d'assurance des marins, notamment son article 72;

Vu la loi n° 50-773 du 30 juin 1950 instituant dans les services de la trésorerie générale et des trésoreries des invalides de la marine des cadres permanents de fonctionnaires;

Le conseil d'Etat entendu,

Décète:

Art. 1<sup>er</sup>. — Les fonctionnaires des cadres permanents des services de la trésorerie générale et des trésoreries des invalides de la marine énumérés à l'article unique de la loi du 30 juin 1950 susvisée sont soumis aux dispositions du présent décret.

Art. 2. — Les fonctionnaires visés à l'article précédent participent à la gestion financière de l'établissement national des invalides de la marine et exercent leurs fonctions dans la métropole et en Algérie.

#### TITRE I<sup>er</sup>

##### Des fondés de pouvoir de la Trésorerie générale.

###### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales.

Art. 3. — Le premier fondé de pouvoir et le deuxième fondé de pouvoir de la trésorerie générale forment un corps unique de fonctionnaires placé sous l'autorité du trésorier général des invalides de la marine. Les emplois de premier et deuxième fondé de pouvoir comportent chacun quatre échelons.

Les premier et deuxième fondés de pouvoir sont chargés d'assister le trésorier général dans l'exercice de son contrôle, de diriger ses bureaux et d'agir comme ses mandataires.

###### CHAPITRE II. — Recrutement.

Art. 4. — Les premier et deuxième fondés de pouvoir visés à l'article 3 ci-dessus sont recrutés au choix sur la proposition du trésorier général et du directeur de l'établissement national des invalides de la marine, parmi les fonctionnaires des services relevant du ministère de la marine marchande et de l'établissement national des invalides de la marine ayant atteint depuis un an au moins un indice de traitement correspondant à celui:

1<sup>o</sup> De deuxième fondé de pouvoir, 3<sup>e</sup> échelon, pour l'accès à l'emploi de premier fondé de pouvoir;

2<sup>o</sup> De secrétaire comptable, 5<sup>e</sup> échelon, pour l'accès à l'emploi de deuxième fondé de pouvoir.

Art. 5. — Les premier et deuxième fondés de pouvoir sont nommés à l'échelon comportant un traitement immédiatement supérieur à celui dont ils bénéficiaient dans leur ancien grade.

###### CHAPITRE III. — Avancement.

Art. 6. — La durée moyenne du temps normalement passé dans chaque échelon par les premier et deuxième fondés de pouvoir de la trésorerie générale est fixée à deux années. Cette durée peut être réduite de six mois au maximum pour les fonctionnaires les mieux notés.

#### TITRE II

##### Des secrétaires comptables de la trésorerie générale et des fondés de pouvoir des trésoreries des invalides de la marine.

###### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales.

Art. 7. — Le sous-chef de service et les comptables principaux de la trésorerie générale des invalides de la marine forment un corps unique de fonctionnaires, dit « corps des secrétaires comptables », comprenant neuf échelons, plus un échelon de stage.

Le corps des fondés de pouvoir des trésoreries des invalides de la marine comprend des fondés de pouvoir de 2<sup>e</sup> classe, répartis en six échelons, plus un échelon de stage, de fondés de pouvoir de 1<sup>re</sup> classe, répartis en quatre échelons, et des fondés de pouvoir principaux, répartis en trois échelons.

Art. 8. — Les secrétaires comptables encadrent le personnel d'exécution de la trésorerie générale des invalides de la marine et traitent personnellement des questions comptables qui leur sont dévolues en raison de leur compétence.

Les fondés de pouvoir des trésoreries des invalides de la marine sont chargés d'assister les trésoriers dans l'exercice de leurs fonctions, d'agir comme leurs mandataires, de diriger et de contrôler le travail du personnel.

Art. 9. — La répartition des emplois de fondé de pouvoir entre les classes, par rapport à l'effectif total du corps, est fixée comme suit:

Fondé de pouvoir principal: 15 p. 100, avec minimum de deux emplois;

Fondé de pouvoir de 1<sup>re</sup> classe: 35 p. 100;

Fondé de pouvoir de 2<sup>e</sup> classe: 50 p. 100.

###### CHAPITRE II. — Recrutement.

Art. 10. — Les secrétaires comptables de la trésorerie générale et les fondés de pouvoir des trésoreries des invalides de la marine sont recrutés:

1<sup>o</sup> Au concours, dans les conditions fixées à l'article suivant;

2<sup>o</sup> Au choix, après inscription sur un tableau d'avancement, dans la limite du dixième des nominations, parmi les préposés, caissiers et comptables justifiant de dix années de services dans leur emploi.